



**31<sup>ième</sup> session du Conseil des droits de l'homme**  
**Point 10 de l'ordre du jour**  
**Dialogue renforcé sur le Burundi (21.3.2016)**

**Intervention du Luxembourg**

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe pleinement à la déclaration prononcée par l'Union européenne.

Ma délégation salue la tenue de ce dialogue renforcé dans le contexte d'une situation sur le terrain qui reste préoccupante.

En dépit des nombreux efforts de la communauté internationale visant à remédier à la crise qui secoue le Burundi, la situation reste hélas inchangée. Pire, la situation des droits de l'homme, marquée par un climat sécuritaire précaire, une situation humanitaire déplorable et une impasse politique continue, s'est encore détériorée. Le Luxembourg demeure préoccupé par le rétrécissement de l'espace politique pour la société civile et les médias privés. Ma délégation déplore également la recrudescence des agressions sexuelles, tout comme l'augmentation des disparitions forcées.

S'y ajoute le climat d'impunité qui, malgré les promesses du gouvernement, demeure un enjeu central de la crise. Il importe que les responsables de violations des droits de l'homme rendent compte de leurs actes, quel que soit leur affiliation politique et de faire en sorte que les victimes obtiennent réparation.

Monsieur le Président,

Il est indispensable que tant le gouvernement que l'opposition renoncent à tout acte de violence qui pourrait exacerber les tensions. Un dialogue inter-burundais inclusif et authentique reste la seule voie qui permettra de remédier à la crise.

Le Luxembourg se félicite du rôle joué par l'Union africaine et l'engagement accru des Nations unies, pour favoriser la reprise du dialogue. Ma délégation appelle le Burundi, membre de ce Conseil, à pleinement coopérer avec ses mécanismes et notamment avec le Groupe d'experts, établi par le biais d'une résolution consensuelle adoptée lors de la dernière session spéciale.

Je vous remercie, Monsieur le Président.